



**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !**

# LA VÉRITÉ

**ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE**

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

**ABONNEMENTS :** France . . . . 1 an : 12 fr. 6 mois : 7 fr.  
 Etranger . . . . 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois : 3 fr. 50  
 Parait le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

## CAMARADES !

### Venez verser votre souscription

### à notre nouveau siège

### 8, rue Legouvé, 10<sup>e</sup>

**Compte Chèque Postal 1368-55 Frank Paris**

## NOUS EN AVONS BESOIN



## REFORME FISCALE ET CREDITS MILITAIRES

Le gouvernement Doumergue vient de proposer une série de mesures qu'il faut examiner de près. D'un côté, une « réforme fiscale » qui modifie l'assiette de l'impôt, et de l'autre, un projet de dépenses militaires se montant à près de 3 milliards. Le lien entre les deux mesures est évident. Il faut le souligner, en montrant le sens aux masses travailleuses; il faut démasquer les manœuvres et les alerter : contre la misère et la guerre !

Réforme fiscale ? On diminue l'impôt foncier, on supprime l'impôt cédulaire sur les bénéfices agricoles, on diminue le taux de l'impôt sur le revenu, le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, d'une part. De l'autre, on accorde hypocritement une diminution de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires. Ce sont les mesures principales. On évite d'ailleurs de chiffrer la diminution correspondante des recettes pour le budget, car on veut éviter que chacun se pose la question : comment boucher le déficit ainsi créé ?

Le patronat a obtenu par ce projet une diminution de ses charges. Il accorde en même temps une légère diminution de l'impôt sur les salaires. Mais il compte bien rattraper cela sur le dos des travailleurs. Germain Martin expose hypocritement que ces dégrèvements vont faire reprendre l'activité commerciale et industrielle, et par suite la diminution du taux de l'impôt sera compensée par une plus-value des rentrées dues à la meilleure marche des affaires.

Mais c'est un mensonge éhonté. Les fraudeurs continueront à frauder; tant qu'on ne supprimera pas complètement le sacro-saint « secret commercial », les voleurs continueront à voler. Et en même temps, après avoir légèrement diminué l'impôt sur les salaires, les patrons — et l'Etat — se rattraperont en diminuant les salaires eux-mêmes. En somme, cette « consolation », vient après la diminution des traitements des fonctionnaires, au moment où dans l'industrie privée, on diminue tous les jours. Cette « réforme fiscale » au profit des capitalistes démasque donc complètement les plans de la bourgeoisie; elle préluce à une deuxième vague de diminution des salaires et traitements ! Et les exploités doivent se préparer à résister sous les mots d'ordre : suppression du secret commercial ! pas un sou de diminution des salaires et traitements ! contrats collectifs !

Et puis, cette attitude « conciliante » de M. Germain-Martin envers les petits commerçants et les salariés a un autre but : il faut, à ces messieurs trois milliards pour les dépenses de guerre ! Or, les vampires engraisissent, les agioteurs, veulent soutirer ces trois milliards à la petite épargne. Des milliards sont thésaurisés inutilement, gémis ce détresseur de Germain-Martin; « toute la réforme, écrit-il textuellement, est réalisée en vue de combattre la thésaurisation ».

C'est clair ! Le ministre a bien maquignonné son affaire. Il escompte sur l'effet de sa réforme pour lancer son emprunt de trois milliards, au bénéfice des marchands de canon, de ciment et de mitrailleuses.

Allons, votre plan est clair, gouvernement d'escrocs, de bandits militaristes, de richards ! Mais la masse travailleuse le déjouera. Doumergue, le comédien, joue pour essayer de duper. Ce qu'il fait semblant d'accorder à gauche, il l'accorde réellement à droite. Même les partis de démocratie bourgeoise s'en inquiètent. Une campagne sourde est menée dans les cercles radicaux, « néos » et autres. Les socialistes sont prêts à saluer la réforme fiscale, tout en refusant les crédits militaires.

C'est alors qu'apparaît l'instabilité du gouvernement de « trêve », devant les tâches que la bourgeoisie exige de lui. C'est pourquoi le clan Tardieu prépare une deuxième phase du renforcement de la dictature. Sur les radicaux on suspend la menace de la dissolution et de nouvelles élections. Le gouvernement prépare une cam-

pagne contre la tentative « néo ». Sans doute par des pressions sur Marquet, Doumergue a obtenu un demi-désaveu de cette tentative par Jouhaux. Il poursuit hâtivement l'organisation des bandes fascistes dans le « Front national ». Une nouvelle crise mûrit.

Nous avons déjà sonné l'alarme avec insistance. Nous le répétons aujourd'hui avec plus de force encore, et nous le développerons rapidement dans un large programme d'action.

Contre le plan de détressement et d'asservissement économique des exploités, exigeons la suppression du secret commercial, le contrôle ouvrier et paysan, la lutte contre toute diminution de salaires, pour la journée de 7 heures, pour les contrats collectifs !

Contre ces menaces, contre l'action terroriste des bandes fascistes que le gouvernement protège, préparons un nouveau mouvement de grève générale : unité syndicale, organisation de la grève. Et hâtons l'organisation systématique des milices prolétariennes.

Devant la menace de nouveau coup d'Etat, de la dissolution, nous disons : recours au peuple ! Pas de dictature d'une poignée de financiers et de généraux !

Nous proposons une assemblée unique, concentrant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus au suffrage universel par tous les travailleurs groupés dans des comités locaux; depuis l'âge de 18 ans, sans distinction de sexe et de nationalité, ils seraient constamment révoqués par leurs mandants et recevraient le traitement d'un ouvrier qualifié.

Sur cette voie, se développera la volonté révolutionnaire des masses travailleuses. Sur cette voie le gouvernement Doumergue pourra faire place non à une dictature plus brutale, mais à un pouvoir issu de la volonté des travailleurs, un pouvoir qui devra engager la lutte décisive avec la bourgeoisie. Sur cette voie, la révolution pourra éviter la guerre !

Les masses prolétariennes de ce pays rêclent une immense puissance révolutionnaire. A TOUS, LA LIGUE COMMUNISTE PROPOSE D'AGIR SUR UN PLAN VÉRITABLEMENT PROGRESSIF, VÉRITABLEMENT REVOLUTIONNAIRE, POUR LEUR MONTRER LA VOIE. Car sur nos épaules repose en fin de compte le sort de l'Europe pour une longue période.

## Pour la défense de Léon Trotsky !

### Les Travailleurs du 18<sup>e</sup>

Les travailleurs du 18<sup>e</sup> arrondissement, réunis à l'appel de leur Comité de Vigilance au Moulin de la Galette le 23 Mai 1934, protestant avec la dernière énergie contre l'expulsion des camarades Léon Trotsky, le révolutionnaire indomptable, fondateur et chef de l'armée rouge, et le militant communiste Olzansky.

### Au Central télégraphique

Les employés confédérés du Central Télégraphique de Paris, réunis en Assemblée générale, le 23 mai 1934, protestent énergiquement contre la violation du droit d'asile par le gouvernement du Bloc national en expulsant l'ouvrier Olzansky et le révolutionnaire Trotsky, et décident de combattre impitoyablement, par tous les moyens mis à leur disposition, contre tous gouvernements de dictature.

## APRÈS TOULOUSE

### La gauche se ressaisira-t-elle ?

Nous devons revenir sur le congrès socialiste car de ses délibérations, de sa motion, de ses conclusions sortira une crise nouvelle. Son unanimité a aussi peu de valeur que celle du Congrès radical, car les masses socialistes ne toléreront pas indéfiniment que Blum escamote en cinq minutes leurs efforts patients vers la voie révolutionnaire... sous l'œil abasourdi de la gauche.

Avant d'examiner cette « motion de Toulouse », revoiyons tout d'abord rapidement trois interventions de Zyromsky, Pivert, Blum, pour expliquer comment elles se sont fondées dans la touchante motion d'unanimité.

Zyromsky a déclaré aux applaudissements du Congrès : « On ne peut plus penser que c'est par la voie légale de cette démocratie que l'on peut marcher au socialisme. »

Et il pose la question : Socialisme ou fascisme ?

De l'intervention de Pivert, il résulte que malgré ses avertissements, le Parti n'est pas à la hauteur de ses tâches. Autrement dit : le Parti n'est pas révolutionnaire; mais en même temps les deux orateurs ont eu le souci évident de ne pas encourir les reproches du citoyen Lébas, qui, depuis plusieurs jours, brandissait le blanquisme — intentionnellement confondu avec la conception marxiste-léniniste de l'insurrection — comme un épouvantail.

Après cela le citoyen Blum, après les félicitations et les trémolos d'usage, a indiqué sans être le moins du monde démenti que les « divergences théoriques » dans le parti s'étaient évanouies. Etes-vous d'accord sur ce point, camarades de la tendance Zyromsky, Pivert, qu'il n'y a aucune différence théorique entre votre conception de l'action et celle de Léon-Blum-Faure, Frossard? Vos dirigeants se sont solidarisés avec ces paroles; après avoir en se jouant concilié l'inconciliable, Blum a repris sa vieille balangoire de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste (acte de défense!), distinct de la prise du pouvoir.

Ici Léon Blum a atteint les sommets de l'ironie, et on l'a écouté dans le plus grand sérieux. Voici en substance ce qu'il a dit : il ne croit pas comme la « gauche », que le capitalisme soit à sa période finale (Blum est en effet de ceux qui attendent sagement que l'histoire vienne les prendre par la main pour les mener au lit de mort du capitalisme). Mais il pense qu'il faut quand même, exercer le pouvoir à l'intérieur du régime capitaliste.

De toutes façons, souligne-t-il, il y a accord entre les deux tendances. Que ce soit pour apporter un remède à la crise du régime capitaliste ou que ce soit pour détruire le capitalisme, nous sommes tous

(Voir suite page 2)

## LA LIGUE COMMUNISTE AU MUR

La manifestation a revêtu cette année une ampleur exceptionnelle. Pour la première fois les cortèges de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière sont là le même jour, ce qui reflète bien la volonté de lutte du prolétariat tout entier que n'a pu amoindrir les attermoissements des directions des partis communistes et socialistes sur la question de l'ordonnance des cortèges.

Dès 2 heures, les boulevards de Ménilmontant et de Charonne, de la rue de Ménilmontant à la Nation, sont envahis par la masse prolétarienne des plus grands jours. Toute circulation est interrompue et les drapeaux rouges flottent librement parmi l'enthousiasme et les acclamations.

Les Jeunes Gardes des organisations défilent sur la chaussée et l'arrivée des J.G. Léninistes par l'avenue de la République produit une vive impression de force et d'ardeur révolutionnaire. Les groupes se rangent en bon ordre sur le boulevard, attendant leur tour de pénétrer dans le cimetière.

Les dirigeants stalinien ont, jusqu'au dernier jour, refusé de s'entendre avec les responsables des autres partis pour la constitution d'un cortège unique et ont convoqué leurs adhérents, leurs sympathisants et les organisations qui gravitent autour du Parti communiste à se rassembler sur le côté droit de l'entrée du cimetière. Le Centre de liaison des forces antifascistes de la région parisienne, placé devant le fait, durent réunir les organisations qui le composent sur l'autre côté de l'entrée.

La Ligue communiste, malgré ses efforts des jours précédents pour l'entente des deux cortèges se trouva placée ainsi devant cette néfaste division. Elle se rangea à sa place dans le défilé du centre de liaison, dont elle fait partie.

A 2 h. 30 le signal du départ est donné. A ce moment une délégation du P.C. vient trouver les chefs socialistes, dont Marceau Pivert, pour leur proposer, — bien tardivement, — une entente. Il leur est répondu : « Nous défilons derrière vous. » Nous nous élevons contre cette réponse. Si l'accord, au dernier moment, était possible

entre organisations, il fallait le réaliser. Les groupes des deux cortèges devaient être informés de ces pourparlers et fusionner entre eux !

Quoiqu'il en soit, une manifestation grandiose par le nombre se déroula dans le cimetière et devant le Mur. Les chants révolutionnaires succédèrent aux mots d'ordre divers lancés par des milliers de poitrines.

En tête du cortège de la Ligue, la couronne destinée à commémorer les morts de la Commune et ceux de février; derrière marche la C.C. et, en ordre viril, la Jeune Garde Léniniste, en uniforme, aux applaudissements de tous. Vient ensuite le bloc puissant de nos adhérents suivi d'un grand nombre de ceux qui, de plus en plus, sont avec nous. Les mots d'ordre que nous lançons « Alliance Ouvrière », « Milice Ouvrière », « Armement du peuple », « En avant, Saint-Denis », « Libérons les colonies », « Front rouge », « Vive Trotsky », « Unité Syndicale », « Vive la IV<sup>e</sup> Internationale » ! sont à l'heure actuelle où la confusion idéologique règne, les plus clairs, les plus riches de contenu.

Ils ont été repris partout sur notre passage, malgré les provocations de quelques bureaucraties stalinistes (toujours les mêmes) qui essayèrent de diviser l'élan unanime, comme ils ont essayé de provoquer une bagarre autour du groupe de Saint-Denis. C'est à nous aujourd'hui qu'il appartient de rendre tout son sens au mot d'ordre que nous avons crié devant le mur : « VIVENT LES SOVIETS ». C'est par l'alliance ouvrière, l'unité syndicale et par la création d'une puissante Internationale révolutionnaire que les Soviets apparaîtront dans leur réalité.

Bonne journée pour la classe ouvrière, en résumé, et qui va faire réfléchir le gouvernement réactionnaire des fusillards d'ouvriers ! Cent mille hommes qui ne demandent plus qu'à s'unir dans la lutte et qui sauront bien y parvenir en balayant les résistances des bureaucraties, en appliquant nos mots d'ordre.

J. L.

## L'Union soviétique, la Société des Nations et le prolétariat international

L'Europe se trouve de nouveau devant la guerre. Hier l'Autriche, aujourd'hui la Sarre posent le problème en termes concrets. Les harangues de Weygand en France, de Mussolini en Italie lui sont consacrées.

La Société des Nations démantelée est en butte à la désagrégation du système de Versailles. Le maintien des vestiges de la paix de l'Entente est de plus en plus difficile au travers des abandons forcés, des concessions nécessaires, au travers des dissensions internes des vainqueurs franco-anglais, en présence des revendications des ex-vaincus et des ex-alliés. Le sort des pourparlers inextricables sur le « désarmement » exprime le marasme.

C'est l'heure où est posé le problème de l'entrée de l'Union soviétique dans la Société des Nations.

Pour les communistes, la Société des Nations a toujours été considérée comme une agence des impérialismes pour l'organisation de leurs pillages, comme une entreprise impérialiste à laquelle le prolétariat international ni le prolétariat soviétique ne devaient consentir ni confiance ni soutien d'aucune sorte; mais au contraire qui ne méritait qu'une hostilité implacable des peuples opprimés et des classes exploitées.

Plus précisément, cet organisme était entre les mains des impérialismes anglo-français au service du système de domination impérialiste sur les masses européennes consacré par le traité de Versailles.

Et, en effet, une des tâches capitales de la S.D.N. pour la défense du système de l'Europe bourgeoise fut de diriger la lutte anti-soviétique, la lutte contre le foyer

(Voir suite page 2)

# Après le Congrès de Toulouse

(Suite de la Première page)

d'accord pour prendre le pouvoir ! « *qu'il en soit, dans les deux hypothèses la conclusion est la même* ». Et voilà.

Voilà comment on tire de deux hypothèses tout à fait contradictoires, une même conclusion.

Voyons maintenant la résolution adoptée en conclusion de débats si comiques.

Ce qui la caractérise, c'est son contenu nettement réformiste émaillé ça et là de quelques satisfactions formelles à la « gauche ».

Il n'est nullement question de la création urgente, indispensable d'une *milice ouvrière* traduisant la nécessité éprouvée par les militants d'opposer à la force fasciste ouvertement armée, la force prolétarienne armée. La « gauche » s'est contentée d'une résolution de nommer (quand ? comment ? avec qui et par qui ?) une « commission » chargée de coordonner les efforts des fédérations tenues de développer les groupes de défense. Il est au surplus bien entendu que ces groupes de défense ne seraient en aucun cas « servir de troupe de choc contre la citadelle capitaliste ».

Cela veut-il dire que contre la citadelle capitaliste une lettre officielle de Blum à M. Lebrun suffira ? Nous verrons plus loin qu'on ne dit rien de sérieux à ce sujet.

Il est à noter également que la tendance gauche a souscrit à l'affirmation suivante : « *En lui (le Parti) réside l'espoir dernier de la démocratie* ».

C'est la phrase préférée de M. Frossard. Mais, on se pose en médecin du capitalisme et on dresse l'ordonnance des mesures immédiates à prendre pour que le parti puisse « ranimer les échanges vitaux de la nation... donner des clients aux producteurs et aux commerçants... la garantie du lendemain à tous ».

Il est vrai que quelques lignes plus loin on ajoute que ces mesures ne sont pas réalisables sans un commencement de socialisme, et on indique la nécessité de certaines socialisations.

Voilà, peut-il sembler, la tendance « révolutionnaire » satisfait. Ses représentants l'ont cru ou veulent nous le faire croire. En réalité, ils ont souscrit à l'affirmative suivante qui contient la saveur blumiste la plus authentique : le capitalisme ne pourra être guéri que par un commencement de socialisme.

Tout le monde est d'accord pour prendre le pouvoir, dit Blum. La motion parait donc de la prise du pouvoir. Aucune indication sérieuse à ce sujet, qui se rapproche même formellement de la tendance manifestée par la « gauche » en d'autres lieux en faveur de la « prise révolutionnaire » du pouvoir.

L'affirmation à peine voilée que ce sera par la voie légale, on préconise de « grands rassemblements ». On sait que c'est la méthode chère au « révolutionnaire » Paul Faure, qu'offrir « le pouvoir » dans de « grands rassemblements » tout comme on offre l'orviétan aux badauds. Nous apprenons aussi qu'une fois au pouvoir « le Parti dominé par le sentiment de sa mission révolutionnaire ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme ».

C'est une opinion répandue en effet que M. Blum attend le pouvoir pour devenir un révolutionnaire déchainé, de même qu'il attend l'unité ouvrière pour être partisan de la grève générale.

Le congrès se termine donc en réalité par un échec complet de la gauche, qui a été obligé de passer sous les fourches caudines de Blum, Frossard, Lebas et Paul Faure. La résolution de Toulouse est un recul incontestable, même sur le manifeste : « *Nous réclamons le pouvoir* », publié en décembre 1933.

Mais le temps où les « nègres-blancs » suffisaient à calmer l'ardeur des tendances, est passé. Blum et P. Faure ne vont pas tarder à s'en apercevoir. Les jeunes générations et les militants ouvriers secoueront l'emprise des vieux leaders qui n'ont rien appris et rien oublié.

Les semaines qui viennent sont lourdes d'événements qui montreront à tous ce que vaut ce pitoyable exercice de rhétorique qui a nom : motion de Toulouse.

## LE COURANT POUR LE FRONT UNIQUE LÉNINISTE SE RENFORCE

# La réponse du rayon de Saint-Denis à l'I.C.

SAINT-DENIS

La décision du Comité exécutif de l'I. C. concernant la position du rayon de Saint-Denis, et la première réponse que Doriot y a faite dans l'émancipation nécessitent un examen complet des positions de ce rayon.

Nous commençons aujourd'hui à le faire dans un article qui aborde quelques points essentiels. Nous continuerons la semaine prochaine.

La force potentielle révolutionnaire du prolétariat affirmée le 12 février, l'incapacité totale du P.C. à la mettre en mouvement et à déjouer le freinage et la trahison social-démocrate et réformiste, se greffant sur l'expérience passée de l'Allemagne, enfin l'exemple et l'action de la Ligue Communiste, des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, amènent des couches importantes du prolétariat à chercher une nouvelle voie.

Au sein du P.C., le courant qui s'est créé a trouvé comme porte-parole, Doriot, membre du Bureau politique, et comme bastion, Saint-Denis, le rayon numériquement le plus fort du pays.

La crise, éclatant dès le mois de janvier à la direction du P.C. s'est développée publiquement depuis les événements de février, occasionnant la scission entre le rayon de Saint-Denis et le comité central du P.C. D'une part, par l'Humanité, dans les meetings, par affiches, attaques violentes contre Doriot. Et d'autre part, campagne publique, diffusion de brochures, démission et réélection, en dehors du contrôle du C.C.

La décision de l'I.C. les incidents du Cirque d'Hiver et à la manifestation du Mur des Fédérés, la réponse de Doriot à l'I.C. amènent ce conflit à sa phase décisive où chacun doit préciser sa voie.

Bien que la « lettre ouverte du rayon de Saint-Denis à l'I.C. » ait souligné des différences d'appréciation entre ce rayon et le C.C. sur des questions comme le danger fasciste, le sens des diverses manifestations du 6 au 12 février, le problème de la lutte pour le pouvoir, etc..., tout le débat publiquement mené porta à peu près uniquement sur la manière de réaliser le front unique, laissant dans l'ombre toutes les autres questions.

Ce fut donc sur une question de tactique — à laquelle s'ajouta aussi la question de la démocratie dans le parti — que le conflit atteint une telle acuité.

Ce n'était là qu'un premier pas dans la voie de la rupture avec le stalinisme dans la voie du retour au marxisme.

La lettre de Doriot à l'I.C. en réponse à la décision de celle-ci n'apporte pas de précision sur la ligne politique qu'il oppose à celle de la direction du parti et de l'I.C. Elle est contradictoire sur le point essentiel.

Dans sa lettre à l'I.C., Doriot se prononce publiquement pour la première fois contre la politique décidée par l'I.C. pour le parti français. Mais en franchissant ce pas très important, Doriot ne prononce sa condamnation que contre la résolution du XIII<sup>e</sup> Plenum pour la France. Il ne remonte pas avant le XIII<sup>e</sup> Plenum ; bien plus, il continue à s'affirmer d'accord avec l'analyse générale de la situation économique et politique donnée par ce XIII<sup>e</sup> Plenum.

La résolution générale du XII<sup>e</sup> Plenum (« Le fascisme, le danger de guerre et les tâches des partis communistes »), déclare juste la politique suivie par le P.C. allemand avant, pendant et après le coup d'état hitlérien. Nous sommes au cœur de la question.

Doriot et son courant ne pourront pas ne pas donner une réponse à la question : êtes-vous d'accord que la politique du P.C. allemand fut juste avant le coup d'état hitlérien ?

S'ils sont d'accord, ils condamnent en fait leur opposition à la politique actuelle en France du C.C. et de l'I.C. S'ils ne sont pas d'accord, c'est-à-dire s'ils sont conséquents avec la lutte qu'ils mènent présentement, alors c'est toute la politique de l'I.C. qu'ils doivent mettre en cause, et bien avant le XIII<sup>e</sup> Plenum.

« Fausse, folle et criminelle », est la tactique du C.C., écrit Doriot, parce qu'elle ne permet pas la réalisation de l'unité d'action contre le fascisme. Mais c'est identiquement la même que celle suivie de 1930 à 1933 par le C.C. allemand. Thaelmann est aujourd'hui menacé par le bourgeois hitlérien et la solidarité prolétarienne doit s'exercer pour le sauver. Mais cela ne peut aboutir sans une politique plus que la politique actuelle de Thorez, si celle-ci devait avoir les mêmes conséquences.

La politique de : « l'ouvrier socialiste est aussi coupable que ses chefs ; si un fasciste lui casse la figure, il faut le laisser faire », la politique de « quand on a la majorité comme à Saint-Denis, on ne propose pas le front unique aux socialistes, on les hue », la politique du XIII<sup>e</sup> Plenum de l'I.C. pour la France, c'est la même que celle du XII<sup>e</sup>, du XI<sup>e</sup>, du X<sup>e</sup> Plenum, etc..., pour l'Allemagne.

La contradiction ci-dessus mentionnée, le courant Doriot ne pourra la résoudre qu'en soumettant la base théorique de la politique du C.C. à la critique la plus impitoyable. Cette base théorique, la théorie du « social-fascisme » se retrouve dans la résolution du XIII<sup>e</sup> Plenum.

« La social-démocratie, dit la résolution, continue à jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie, y compris dans les pays à dictature fasciste ouverte ». Il ne peut suffire aux communistes de Saint-Denis de dire dans leur brochure : « L'expérience allemande et autrichienne lui rappelle (à l'ouvrier socialiste) ce qu'il deviendrait de lui si le fascisme triomphait ». Cette réponse indirecte est totalement insuffisante.

Une ligne politique ne peut être solide qu'à condition de reposer sur des principes clairs. La condamnation de la théorie du « social-fascisme » doit être maintenant le premier pas du rayon de Saint-Denis pour justifier sa politique de front unique.

Saint-Denis oppose la résolution générale du XII<sup>e</sup> Plenum « juste », à la tactique fautive de ce même Plenum quant à la France. Comment peut-il expliquer cela ? Comment d'une analyse générale juste pourrait-il s'ensuire une politique radicalement erronée ?

Des fautes accidentelles, isolées, des militants et des organisations peuvent en commettre avec la meilleure analyse qui soit. Mais comment la plus haute instance de l'I.C., pourrait-elle déduire une politique fondamentalement erronée, pour le pays qui est au pivot de la situation mondiale, après avoir donné une analyse juste de cette situation mondiale ?

Si Doriot ne veut pas choir de Charybde en Scylla, s'il ne veut pas sortir de la confusion staliniste pour tomber dans une autre non moins funeste, il doit arriver à la conclusion suivante : la politique de l'I.C. pour la France est fautive, sa politique pour l'Allemagne était fautive, ce ne sont pas des erreurs accidentelles, c'est le fruit d'une ligne fondamentalement erronée qui ne put trouver sa source que dans un abandon par l'I.C. des principes marxistes et léninistes sur lesquels elle fut créée.

Nous voici au « trotskysme », dont la direction de l'I.C. se sert pour intimider les militants de Saint-Denis. Ceux-ci viennent de déclarer dans une résolution : « Ils protestent avec indignation contre l'assimilation de leur position à celle de Trotsky, alors que les communistes de Saint-Denis ont toujours défendu la Révolution russe et le parti communiste de l'U.R.S.S. contre les attaques des trotskystes ».

Cependant, une question préalable devrait se poser à eux : « Les méthodes employées par la direction du P.C. contre eux, le mensonge, la calomnie, la violence, sont-ils sûrs qu'ils n'ont pas été réalisés contre Trotsky, contre ceux qui défendirent ses conceptions ? Ont-ils condamné les « trotskystes » après des discussions comme ils en voudraient à l'heure actuelle eux-mêmes ou sur des rapports de la direction, sur des bouts de phrases déformées, sur tous ces moyens avec lesquels on obtient une majorité contre eux ?

Les militants de Saint-Denis savent, comme tous les travailleurs, que dans l'I.C. la prépondérance appartient au parti de l'Union soviétique. C'est celui-ci qui porte la responsabilité principale de la politique décidée par l'I.C. pour la France.

Le problème qui se pose à Saint-Denis est le suivant : pourquoi la direction du parti russe est-elle contre la seule politique qui puisse mener à la révolution en France. A quoi sacrifie-t-elle les intérêts de la révolution prolétarienne ?

Les « trotskystes » répondent : le programme de l'I.C. n'est plus la révolution prolétarienne internationale, mais la théorie du « socialisme dans un seul pays ». C'est dire que la direction du parti russe a dissocié le développement de l'Union soviétique du développement de la révolution prolétarienne. Prétendant réaliser le socialisme en U.R.S.S., indépendamment du triomphe de la révolution dans les principaux pays d'Europe, elle a obligé les partis communistes de ces pays à mener une politique en contradiction avec les nécessités révolutionnaires. Et en fin de compte, l'U.R.S.S. en a également pâti.

Pour ne pas risquer le danger que comportait une révolution en Allemagne, elle a obligé le P.C. allemand à une politique incohérente qui contraignit la classe ouvrière à reculer. Pour améliorer les relations avec la France capitaliste, on ira jusqu'à entrer dans la S.D.N. et on empêchera le P.C. français de mener une politique révolutionnaire de front unique avec les autres organisations de la classe ouvrière. Le B. P. du parti russe espère tirer beaucoup plus de l'influence d'Herriot dans la politique de la bourgeoisie que de l'influence de Thorez sur le prolétariat. Voilà les fruits de la politique du « socialisme dans un seul pays ». La dénoncer, ce n'est pas attaquer la Révolution russe, c'est défendre celle-ci en travaillant pour la révolution mondiale.

Les communistes de Saint-Denis devront aussi répondre clairement à cette question du « Socialisme dans un seul pays » parce qu'il s'agit de la base même de la lutte et de l'organisation internationale du prolétariat.

Tous ces problèmes convergeront vers un seul : celui du rassemblement de l'avant-garde prolétarienne sur une base politique précise, où des réponses nettes seront données à toutes ces questions.

Construire un nouveau parti communiste, c'est la tâche de l'heure. Si le courant Doriot ne l'aborde pas, les éléments qu'il a groupés pour la lutte pour le front unique ne trouvant pas un terrain solide n'ayant pas une base politique ferme, se trouveront dans la pratique du front unique débordés par la pression de la masse encore imbuës de nombreuses illusions réformistes, seront submergés par elle et sombreront. Le courant n'aboutirait qu'à semer encore plus de désappointement dans les rangs ouvriers et finalement s'avèrerait comme un courant réactionnaire.

Aujourd'hui, le rayon de Saint-Denis se trouve au Carrefour.

A lui comme à tous les courants progressifs se pose la question : devant l'épuisement et l'échec de la seconde et de la III<sup>e</sup> Internationales, marcher vers la IV<sup>e</sup>. C'est à marcher dans ce sens que nous voulons l'aider.

# L'U.R.S.S. et la Société des Nations

(Suite de la Première Page)

de la Révolution prolétarienne mondiale. Envers cette officine de brigandage, l'internationalisme prolétarien commandait une hostilité intransigeante. Telle fut la ligne de l'Internationale communiste. Et les partis de la seconde internationale, fidèlement attachés à leurs patries bourgeoises, contribuant à parer la façade pacifiste de l'institution de Genève, devaient eux-mêmes « réclamer » une part plus grande dans la Société des Nations pour les « peuples » et non pour les « gouvernants ».

Aujourd'hui les choses sont plus avancées. Le chaos de l'Europe sous les coups de la crise aiguë les antagonismes internes entre les impérialismes, entre les vainqueurs et les vaincus de Versailles notamment. L'Allemagne, rentrée dans la Société des Nations dans la période pacifique de sa renaissance, lui fait front. Le Japon a quitté Genève pour avoir sa liberté entière dans ses entreprises sur l'Asie. L'Italie manœuvre à son profit entre les vainqueurs et les vaincus de Versailles.

Dans les vicissitudes du concert européen, les impérialismes de la Société des

Nations envisagent l'entrée de l'U.R.S.S. pour raffermir l'institution en danger. Aujourd'hui, le recul de l'avant-garde révolutionnaire organisée dans l'Internationale communiste, l'expansion diminuée du foyer révolutionnaire de Moscou, les conséquences de la politique, du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique des deux mondes » ont grandement atténué le caractère immédiat de l'opposition fondamentale entre les deux mondes. Aiguillonnés par leurs difficultés, les impérialismes de la S.D.N. trouvent la possibilité de faire entrer l'U.R.S.S. dans leur manœuvre.

Mais pour l'Union soviétique, l'entrée dans la S.D.N. représente l'intégration dans un des blocs impérialistes. Une intégration dont on voit mal les avantages. Evidemment l'état prolétarien isolé est contraint d'utiliser les contradictions impérialistes. Avant la victoire d'Hitler, la diplomatie soviétique soutenait déjà dans les conférences internationales des propositions allemandes, prolongant au delà de sa limite historique la politique soviétique

l'après-guerre jotsudéal-tusoteantici de l'après-guerre qui soutenait les masses allemandes livrées à l'esclavage contre le traité de spoliation de Versailles. La victoire d'Hitler a contraint la diplomatie soviétique à se retourner vers l'Occident.

L'argument selon lequel l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. permet de lutter contre les fauteurs de guerre les plus immédiats : Allemagne et Japon ouvrent la porte à la distinction entre nation agresseur et nation attaquée, c'est-à-dire à la justification de la défense nationale et au pacifisme le plus abstrait. Sur ce point capital pour le prolétariat, les manœuvres de la diplomatie soviétique aboutiraient à la consécration des principes les plus perfides pour la classe ouvrière, ceux avec lesquels le léninisme a rompu en août 1914 pour le salut du prolétariat. Angleterre, France, Allemagne, Japon représentent pour le prolétariat mondial des impérialismes fauteurs de guerre, des ennemis mortels au même titre, quelles que soient les conjonctures et les circonstances.

La sociale démocratie est prête à applaudir à l'entrée dans la S.D.N. comme à une capitulation de l'intransigeance révolutionnaire devant le néfaste pacifisme social-démocrate qui brouille les yeux de la classe ouvrière, devant le danger le plus

fatal et le mieux dissimulé : la préparation à la guerre. Elle puise des armes pour la lutte idéologique contre l'Internationale communiste.

Pour l'U.R.S.S., comme pour le prolétariat révolutionnaire, un danger fatal réside dans l'intégration à un bloc impérialiste : menace pour l'U.R.S.S. d'être entraînée dans la guerre impérialiste et de jeter le prolétariat et son avant-garde révolutionnaire dans le désarroi le plus complet. Un seul argument peut justifier l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. : la nécessité, et la nécessité avouée. Alors les conséquences seront moins graves parce que l'Internationale communiste continuera à combattre la S.D.N. au lieu de l'idéaliser. Elle expliquera franchement quelles nécessités diplomatiques, économiques et politiques, contraignent l'U.R.S.S. en présence de dangers immédiats à exécuter cet acte. Ainsi le seul soutien réel de l'état prolétarien, le prolétariat mondial, au lieu d'avoir les yeux bandés devant les périls qui le menacent, serait d'autant renforcé.

Mais au contraire les partis de toute sorte de l'Internationale communiste saluent l'entrée dans le repaire des requins impérialistes comme une victoire et une reconnaissance par les ennemis mortels de l'U.R.S.S. de sa puissance. En effet, comment

ceux-là pourraient-ils expliquer, seize ans après la révolution d'Octobre, et après les victoires ininterrompues du stalinisme, que l'U.R.S.S. soit contrainte de se rapprocher de la Société des Nations ?

Ils préfèrent serrer le lacet que la politique stalinienne au nom du « socialisme dans un seul pays » impose à la gorge de l'état prolétarien et du prolétariat mondial.

Mais les militants prolétariens ne se soucient pas avec les Péri de la question de savoir si le siège de l'U.R.S.S. à Genève sera bien un siège permanent ; ils comprennent que l'entrée dans la S.D.N. abhorrée représente une étape importante que la politique fatale du stalinisme a fait parcourir à l'Union soviétique. Ils comprennent que son idéalisation par l'appareil stalinien de l'Internationale communiste représente une étape importante dans la dégenérescence de la doctrine et de la pratique de ce que fut l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Et sur la base de l'internationalisme prolétarien, sur la base des principes intransigeants de Lénine et Trotsky sur lesquels furent bâtis l'Internationale d'Octobre, ils comprennent la nécessité de rebâtir l'Internationale révolutionnaire capable de défendre l'Octobre russe et le prolétariat mondial contre la guerre qui vient.

# Le problème des syndicats uniques

Devant la pression des masses qui exigent le rassemblement pour leur propre défense, le Parti communiste stalinien, sur un autre plan que Jouhaux, est obligé de manoeuvrer. Aussi, après nous avoir parlé d'unité syndicale de classe, l'on trouve une nouvelle formule; et l'on nous dit: « Syndicats uniques. » Nous sommes, nous, pour les syndicats « uniques », les Fédérations « uniques », une centrale syndicale « unique ». Mais Sémard et Frachon, qui se sont prononcés au congrès de la Fédération unitaire des Cheminots pour la réalisation de ces syndicats « uniques » sans leur donner comme objectif d'entraîner la masse des syndicats à réaliser le Congrès de Fusion national, nous diront-ils pourquoi ils n'ont pas combattu les membres de leur parti qui, membres du syndicat des Typographes parisiens qui avait voté à plusieurs reprises la rentrée dans la C.G.T., ont constitué un syndicat scissionniste et, sont restés à la C.G.T.U., au nombre, ils l'avouent, d'une centaine, alors que le syndicat confédéré a 5.000 membres. C'est sans doute cela que ces soi-disant léninistes appellent du travail de masse.

En réalité, là comme ailleurs, la politique du Parti communiste n'est qu'incohérence et folie. Et Jouhaux, qui dans le *Peuple* attaque ce parti aussi violemment, devrait bien plutôt le féliciter; car c'est la politique de ce parti qui permet à Jouhaux de conserver sur les travailleurs confédérés l'influence qui lui permet de manoeuvrer au mieux des intérêts de la démocratie bourgeoise.

Puisque Sémard et Frachon ont bien voulu placer les camarades unitaires, qui sans souci d'intérêts bien particuliers, veulent le rassemblement honnête avec leurs frères de classe devant ce qui a l'air d'un pas en avant, la réalisation des syndicats uniques, nous disons à ces travailleurs: « Soyez pour les syndicats uniques, soyez pour de véritables syndicats uniques, que vous soyez cheminots, que vous soyez postiers, que vous soyez métallo ou que vous travailliez dans le bâtiment. Réclamez dans vos assemblées générales, dans vos conseils syndicaux, dans vos comités généraux, des propositions d'assemblée commune avec

les confédérés, afin de préparer la constitution du syndicat unique. »

Et nous verrons bien si un mot d'ordre est valable dans une corporation et perd toute sa valeur dans un autre corps de métier! Et nous verrons bien si Sémard et Frachon ne viennent pas dans des assemblées du syndicat, du gaz par exemple, combattre les propositions qu'ils ont faites eux-mêmes au Congrès des Cheminots de Paris, si elles sont faites par d'autres camarades. Les ouvriers confédérés, qui luttent contre Jouhaux, toujours plus nombreux, doivent dans leurs syndicats taire les mêmes propositions.

Réalisation des syndicats uniques, oui, mais aussi un congrès de fusion national, car nous ne pensons pas, et nos camarades du Blanc nous approuveront, que c'est le « syndicat unique » du Blanc, allié à celui d'Oullins, etc, qui pourra si le fascisme menace, prendre l'initiative d'une grève générale des transports. Mais, que c'est seulement une Fédération unique des Cheminots qui pourrait lancer un tel mot d'ordre de combat. La crise qui secoue le Parti communiste a dès maintenant sa répercussion dans la C.G.T.U.

Les idées de Lénine, plus claires que jamais, après avoir été dénaturées et falsifiées, reviennent à la surface et s'imposent à l'attention de tous les militants avertis: il en est sur le terrain syndical, comme ailleurs.

Les camarades auxquels on voulait faire croire ces dernières semaines que la C.G.T.U. seule avait organisé la grève du 12 février, renâclent et ne peuvent avaler la couleuvre. Ils se rendent compte que parler des masses, du travail de masse est un babardage stérile, et criminel dans la période actuelle, si vraiment l'on ne s'attache à rassembler les masses, pour le combat.

L'unité syndicale, réalisée contre tous les diviseurs, préparera les conditions nécessaires à une riposte plus vigoureuse contre le gouvernement des décrets-lois, contre les consortiums affameurs.

Nous voulons une seule Fédération par corporation! Nous voulons une seule centrale syndicale!

# L'UNITÉ SYNDICALE CHEZ LES CHEMINOTS

Après le congrès des cheminots confédérés du P.-L.-M., le congrès des cheminots confédérés du P.-O. a voté à Nantes une motion d'unité syndicale par la rentrée à la C.G.T. L'une après l'autre, les unions confédérées de cheminots abandonnent cette exigence de toujours.

Est-ce qu'il y a là, un retour des dirigeants confédérés à des conceptions plus saines? Non. La preuve c'est que la lettre d'invitation au congrès de Nantes, qui nous fut adressée le 16 mars par le secrétaire de l'Union P.-O. confédérée comportait les conditions suivantes: « Elle vous invite donc, si vous êtes réellement partisan du rassemblement des cheminots du P.-O. dans une même organisation syndicale de classe, représentée par la C.G.T., et dans ce cas seul... »

Que s'est-il donc passé dans le Congrès? C'est que, après le départ des invités, la plupart des délégués protestèrent énergiquement, ils n'ont pas pu comprendre pourquoi, dans une séance où il n'y avait qu'une question à l'ordre du jour, l'unité syndicale, on renvoie ceux qui viennent pour en parler; que dans cette séance le bureau de l'Union P.-O. a interdit toute discussion avec les représentants d'organisations opposées, d'organisations avec lesquelles on déclarait vouloir faire l'unité.

Aussi, devant la pression des cheminots de base, de ceux qui se moquent de toutes les subtilités, de ceux qui veulent réaliser la motion suivante a été votée: « Se déclarent fin prêts à réunir à nouveau un congrès consacrant la fusion des organisations syndicales se réclamant de la lutte de classe et sur des bases qui pourraient être les suivantes: »

Convocation du congrès de fusion par une commission d'organisation composée d'un nombre égal de représentants des organisations syndicales unitaires et confédérées et dont la mission consisterait à déterminer d'un commun accord:

- 1° Les modalités de représentation des syndicats (unitaires et confédérés);
- 2° Les règles de contrôle à observer pour l'admission au congrès;
- 3° Le mode de votation à employer au cours du congrès;
- 4° Le renouvellement des organismes directeurs par application de la représentation proportionnelle.

Enfin, un congrès régulier, convoqué 3 mois plus tard arrêterait le programme revendicatif et les moyens propres à le faire aboutir.

Ces propositions forment une base de discussion acceptables pour tous. Le principe du congrès de fusion est le seul qui laisse à la base le soin de se déterminer. La démocratie syndicale est respectée. Ces propositions sont-elles sincères? Partenelles vraiment d'une volonté d'aboutir. Cela nous est égal. La masse veut l'unité, elle la veut pour la lutte; ceux qui par manoeuvre font des propositions avec l'intention de les saboter seront inévitablement brisés par le courant.

Le congrès de la Fédération unitaire voit l'unité d'une autre façon; par le développement de syndicats uniques basés sur un programme revendicatif de lutte de classe,

# « TOUT LE POUVOIR AUX SYNDICATS » ?

Les grands événements sont en même temps de sévères examinateurs. Les tendances artificielles, factices, fausses, échouent inévitablement devant l'épreuve des grands événements.

C'est le cas du soi-disant « Syndicalisme révolutionnaire ». Après la semaine du 6 au 12 février, il n'accoucha que d'un mot d'ordre: « Tout le pouvoir aux Syndicats ».

Ainsi, le bon Louzon veut instaurer la dictature de la minorité. Il y a en France environ 10 millions d'ouvriers et d'employés, sans parler des couches semi-prolétaires des villes et des campagnes; les deux confédérations groupent à peine autour d'elles un million d'adhérents. Or, il s'agit de cette manière de la dictature, sur le prolétariat, d'un dixième privilégié!

Ce n'est pas tout. Les fonctionnaires et les employés composent la majorité des 2 confédérations. Le « pouvoir aux syndicats », signifie le pouvoir aux couches petites-bourgeoises par leur situation sociale. Voilà à quoi aboutit le syndicalisme « révolutionnaire » qui ne veut tolérer aucune tutelle du parti sur la classe ouvrière.

« Tout le pouvoir aux Syndicats » ? Mais à quels syndicats ? Il y en a de 2 sortes: ceux de Jouhaux, et ceux de Racamond. Or, Racamond voudrait le pouvoir pour le parti staliniste; et Jouhaux vou-

drait bien que le pouvoir reste aux mains de son compère Marquet et des radicaux; il préfère Doumergue, ou même Tardieu, au gouvernement ouvrier dont lui, Jouhaux, serait la première victime.

C'est fort bien de demander le pouvoir pour les syndicats. Mais, malheureusement, les syndicats n'en veulent pas. Et si certains parmi les syndicalistes en veulent, ils ne savent absolument pas comment s'en emparer; et nous craignons que Louzon ne soit le dernier à leur donner là-dessus de bons conseils.

Pour prendre le pouvoir, il faut avoir un programme, une stratégie adéquate au programme, et des cadres éduqués dans l'esprit de ce programme et de cette stratégie: en un mot il faut un parti révolutionnaire. Ce parti peut inspirer les Syndicats, et par leur intermédiaire le prolétariat tout entier, et l'entraîner à la conquête du pouvoir. Un vrai parti prolétarien, quoique minorité de sa classe, donne à celle-ci des garanties autrement solides qu'un conglomérat de syndicats disparates avec une majorité de fonctionnaires. Mais voyons encore un argument.

Louzon et les syndicalistes de son genre répètent — et c'est juste — que l'URSS est dirigée non par la classe ouvrière, mais par la bureaucratie. Ce serait précisément pour éviter ce résultat que Louzon propose de transmettre le pouvoir aux syndicats. Il oublie malheureusement une bagatelle, c'est que les syndicats français (stalinistes et réformistes), sont bureaucratifiés jusqu'à la moelle.

C'est Jouhaux et ses compères politiques, Marquet et Cie, qui font la loi, et non pas la masse confédérée. C'est Lovzovsky qui, par l'intermédiaire de Monmousseau et de Racamond, dirige la CGTU. « Tout le pouvoir aux Syndicats » signifie: le pouvoir à la bureaucratie syndicale!

Les soviets sont par leur nature même infiniment plus représentatifs de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire moins pétrifiés, moins bureaucratiques que les syndicats. Les soviets ne peuvent se créer que dans une époque troublée, agitée, révolutionnaire, sous la pression des grandes masses.

Les députés aux soviets sortent directement des usines, du champ de bataille. Ils sont révocables. Ils sont directement responsables devant les masses, dont le nombre dépasse cinq fois, dix fois le nombre des syndiqués. D'ailleurs les soviets russes avaient toujours dans leurs rangs des représentants de tous les syndicats, qui formaient d'ordinaire l'aile modérée, prudente et plus ou moins bureaucratiques.

Mais ce caractère des soviets n'a pas pu répandra-t-on, les empêcher de devenir des appareils bureaucratiques? C'est juste. Mais nous sommes loin d'affirmer que les soviets sont capables par leur propre « essence » de vaincre tous les obstacles, de surmonter toutes les difficultés et de rester toujours ce qu'ils doivent être.

Le soviét est un produit historique qui dépend des circonstances objectives. Cependant une chose est indiscutable: quand les conditions historiques bureaucratisent les soviets, les syndicats sont bureaucratifiés dix fois plus.

Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas: « Tout le pouvoir aux Syndicats », mais: « Tout le pouvoir aux soviets »!

SAUFRIGNON.

# Un débat sur l'unité syndicale

C'est devant environ 150 jeunes camarades postiers que s'ouvre le débat sur l'unité syndicale. Mathé, de la Fédération Postale Confédérée expose son point de vue. Il a fallu un siècle pour réaliser l'unité et elle n'a duré que quatorze ans de 1900 à 1910. Pour lui, c'est l'abandon de la Charte d'Amiens qui a scindé le mouvement ouvrier, et c'est dans la mesure où les deux Centrales ouvrières le reprendront que se réalisera l'unité. La C.G.T., tout en proclamant son indépendance vis-à-vis des partis politiques, se sert de tous les partis, quels qu'ils soient. Quant à la C.G.T.U., elle est inféodée au Parti Communiste. La collaboration de la C.G.T. avec la bourgeoisie rend l'unité irréalisable, et la question de l'orientation du groupement doit se poser. La C.G.T.U. déçoit les militants par l'annonce d'une « révolution quotidienne » et sacrifie trop l'amélioration sociale à la perspective lointaine. « Le socialisme se réalise un peu chaque jour », dit-il! Quant à la C.G.T., elle a oublié le but final. Nous devons associer les soucis quotidiens et les préoccupations d'avenir.

L'unité d'action, réalisée depuis le 6 février, peut apporter au prolétariat des satisfactions, mais il n'est pas démontré qu'elle prépare l'unité organique, car on semble vouloir s'en accommoder et en rester là. L'Unité organique se fera par:

- 1° L'indépendance vis-à-vis des partis politiques;
  - 2° Le souci des luttes quotidiennes associé au souci des luttes d'avenir;
  - 3° La revendication du pouvoir au syndicalisme pour la syndicalisation de l'Etat.
- Lhuillier succède à Mathé. Il rappelle la position de la C.G.T. d'avant-guer-

re dirigée par les anarcho-syndicalistes, la faillite au mouvement syndical en 1914, la rennaissance du mouvement révolutionnaire après Zimmerwald et Kienthal, l'enthousiasme suscité par la révolution d'Octobre. De nouveaux partis révolutionnaires se sont formés à l'échelle internationale et la scission de Tours, en 1920 consacra la formation du Parti Communiste français. Les répercussions se firent sentir sur le mouvement syndical et l'exclusion des Comités Syndicaux Révolutionnaires provoqua la formation de la C.G.T.U. Jusqu'au Congrès de Bordeaux en 1927 la C.G.T.U. réclamait l'unité syndicale par le Congrès de fusion. Mais depuis, sa politique est devenue anti-unitaire, et a provoqué de nombreuses fluctuations d'effectifs.

Lhuillier dénonce l'attitude intransigeante de la C.G.T. pour toute tentative d'unité.

L'unité syndicale donnerait confiance aux Inorganisés, qui forment en France, 90 % du prolétariat; la division ouvrière les éloigne. La C.G.T.U., formée d'éléments révolutionnaires, ne peut, avec ses 300.000 adhérents, entraîner l'ensemble du prolétariat, et les militants unitaires devraient comprendre qu'être dans la C.G.T. peut y renforcer l'opposition révolutionnaire serait efficace. La C.G.T. ne serait pas aussi réformiste si tous les syndiqués qu'elle groupe étaient révolutionnaires.

Le moment est venu, dit-il de rassembler les masses dans une seule organisation et il signale les efforts des militants de cheminots du Blanc. L'unité syndicale doit se réaliser sur les mots d'ordre suivants:

- 1° Congrès de fusion;
- 2° Droit des tendances à s'organiser librement;
- 3° Respect des décisions prises par la majorité.

# Léon TROTSKY Histoire de la Révolution Russe

(TOME IV)

« La révolution a besoin par moments d'être aiguillonnée par la contre-révolution ». Ces paroles de Marx se vérifient après l'équipée de Kornilov. Elle fut de plus en plus confiance aux bolchéviks qui sont toujours là parmi elles, « dirigeant dans les petits détails comme dans les choses importantes toute la vie de l'usine et de la caserne ». « La masse vivait et respirait avec les bolchéviks. Elle était entre les mains du parti de Lénine et de Trotsky ». C'est en ces termes que s'exprime le menchévik Soukhanov. Cette montée des bolchéviks s'exprime le plus fortement dans les élections. Aux doumas de rayons de Moscou, en septembre, les bolchéviks groupent 52 % des voix. La garnison vote à 90 % pour les bolchéviks et dans certains effectifs, à plus de 95 %. La flotte se bolchévisait encore plus rapidement. Le Soviet de Pétrograd passe aux bolchéviks.

« Pourtant, remarque Trotsky dans son ouvrage: « Les ressources et les moyens de l'agitation bolchévique se présentent si on les examine de près, non seulement comme ne correspondant aucunement à l'influence politique du bolchévisme, mais tout bonnement frappants par leur insignifiance ». On en aura une idée si on sait par exemple que l'organe central du parti ne tirait qu'à 50.000 exemplaires et que le parti était absolument dénué de journalistes, d'orateurs, ou même de simples agitateurs.

servent au besoin pour ce travail de l'imprimerie de l'Etat-Major.

Par quoi s'explique encore le succès des bolchéviks ? Par leurs mots d'ordre simples, frappant directement les masses, par la subordination du but immédiat: la défense des intérêts des masses au but final la Révolution prolétarienne, par une extrême souplesse envers les masses, laissant faire leur expérience, et partant de cette expérience pour bâtir sur elle. Pas de verbalisme révolutionnaire, mais des mots d'ordre vérifiés sur les faits, et surtout point de bluff. En somme tout le contraire de la démagogie et de l'esprit aventurier. « L'école de Lénine était celle du réalisme révolutionnaire ».

A la Conférence du Parti du 20 Septembre, Trotsky propose le mot d'ordre du boycottage du Préparlement, assemblée destinée à soutenir le dernier gouvernement de coalition de Kerensky. Il est battu. Lénine empêché de participer à la discussion écrit le 23 Septembre: « Il faut boycotter le Préparlement. Il faut se retirer dans les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, se retirer dans les syndicats, se retirer en général dans les masses. Trotsky était pour le boycottage. Bravo camarade Trotsky ! Le mot d'ordre du boycottage est battu dans la fraction des bolchéviks. Mais vive le boycottage ! ».

Le Parti était d'accord avec Lénine. Trotsky contre les sommets encore imprégnés de l'état d'esprit de mars. Leur position triomphe avec la sortie démonstrative de la fraction bolchévique de la première séance du Préparlement. Ils exigent en même temps la convocation du deuxième congrès des Soviets, qui restera la question politique centrale jusqu'à l'insurrection d'Octobre.

A la fin de juillet, la garnison de Pétrograd avait été renouvelée. A part une petite minorité irréductible, elle évoluera vite patriotique de la presse, reflétant les

rapidement vers les bolchéviks. La campagne gouvernementale et, demandant l'envoi de la garnison de Pétrograd au front n'est pas étrangère à cette évolution.

Les conciliateurs allèrent jusqu'à proposer le 9 octobre au Soviet la création d'un « Comité de défense révolutionnaire » qui aurait pour tâche de participer à la défense de la capitale avec le concours des ouvriers. Leur but était clairement patriotique, mais il tombait à point pour les bolchéviks qui cherchaient à ce moment-même à créer une organisation militaire. Le Comité Militaire Révolutionnaire qui aura bientôt pour président Trotsky, sera le principal levier de l'insurrection. Le lendemain, 10 octobre, le Comité Central des bolchéviks adopte en effet la motion de Lénine faisant de l'insurrection armée la tâche pratique des journées les plus prochaines. Suivant ces directions le Soviet de Pétrograd décida d'armer les ouvriers et de créer à côté de lui une Garde Rouge soumise comme la Conférence de la Garnison au Comité Militaire Révolutionnaire.

Dès lors, les événements se précipitent. Il n'est question dans la presse que du prochain soulèvement des bolchéviks. On lui assigne une date: le 17 Octobre, puis le 20, puis le 22. Gorki, dans son journal, pleure sur la « mort de la civilisation » tandis que Kerensky tremble pour son pouvoir déjà bien compromis. Il multiplie les communications avec l'Etat-Major pour l'évacuation de Pétrograd par la garnison bolchévisée. Les bolchéviks qui avaient fait du 22 une journée de recensement pacifique de leurs forces répètent le 23 par l'intermédiaire de Trotsky à la provocation gouvernementale: auprès des troupes, et sur les points les plus importants de la capitale et de la banlieue sont nommés des commissaires du C.M.R. qui en tant que représentants du Soviet, jouissent de l'immunité. Venant après la rupture de la garnison avec l'Etat-Major, cet acte prépare l'insurrection. Après la conquête politique de la forteresse Pierre-et-Paul, l'arsenal de Kronwerk où se trouvent 100.000 fusils est pris. Les marins

de Cronstadt venus en août pour défendre Kerensky contre Kornilov, descendent une fois de plus la Néva sur le croiseur *Aurora*, mais cette fois pour abattre Kerensky.

Celui-ci essaye de se ressaisir. Dans la nuit du 23 au 24 il décide d'ouvrir des poursuites judiciaires contre le C.M.R., d'interdire les journaux bolchéviks qui font appel à l'insurrection, et d'appeler les contingents sûrs de la banlieue et du front. Ces mesures reçoivent un commencement d'exécution, mais les bolchéviks ripostent aussitôt: une compagnie de Lithuanais se porte à l'imprimerie, arrache les scellés et prend la garde. Le journal ne paraît qu'avec un retard de quelques heures. Enfin, ironie suprême, une délégation de la Douma Municipale se rend auprès du C.M.R., décrète d'arrestation, pour connaître son sentiment sur « le sort de la ville et de l'Etat », cependant que les meetings de Trotsky se poursuivent au Cirque Moderne dans un enthousiasme croissant. Les masses clament leur volonté de s'emparer du pouvoir avec Lénine et les bolchéviks. Ceux-ci d'ailleurs le prennent peu à peu, insérant les commissaires du C.M.R. dans toutes les administrations. Il suffit pour occuper l'Hôtel des Télégraphes d'une petite division fusil à la bretelle. On ne fait même pas usage des armes. Les *magasins d'ouvriers armés ou de matelots s'emparent ainsi des gares, de la centrale d'électricité, du service des eaux, de la Banque d'Etat, etc...* Le gouvernement n'a pour sa défense que quelques bataillons de *junkers* qui ne désirent pas toujours se battre. La formule exacte des positions réciproques est exprimée par le général Livitsky du Ministère de la Guerre: « Dans l'ensemble, l'impression est que le Gouvernement Provisoire se trouve dans la capitale d'un Etat ennemi ». Image juste mais que les classes possédantes ne voyaient pas encore. Elles n'avaient vu ni barricades, ni incendies, ni pillages, ni flots de sang. Elles ne pouvaient pas croire que le pouvoir leur fut tombé des mains aussi facilement.

« En réalité il régnait un calme plus effrayant que tous les grondements du mon-

de. Sans bruit se mouvaient le terrain social, comme une scène tournante, amenant les masses populaires au premier plan et emportant les maîtres de la veille dans un autre monde » (p. 318).

Dès dix heures du matin, le 25, Smolny, siège du Soviet bolchévique, et G.Q.G. de l'insurrection, lance dans le pays un bulletin de victoire: « Le Gouvernement Provisoire est déposé. Le pouvoir d'Etat est passé aux mains du Comité Militaire Révolutionnaire ». C'était anticiper sur les événements. En théorie le G.P. existait encore, mais ce n'était plus que sur le terrain du Palais d'Hiver. Quand sera lancé par l'*Aurora*, le premier obus sur le Palais d'Hiver s'ouvrira à Smolny le deuxième Congrès des Soviets, et le Congrès de la dictature ». A la vérité il y a longtemps que Trotsky attendait ce dernier acte de la prise du pouvoir pour ouvrir la séance. Et quelle séance! C'est la première fois que la plupart des délégués voyaient Lénine qui devait rapporter sur les trois questions à l'ordre du jour: la paix, le pain, la terre. « Son apparition à la tribune soulève des applaudissements interminables. Les délégués des tranchées regardent de tous leurs yeux l'homme mystérieux qu'on leur a appris à détester, et qu'ils ont appris sans le connaître, à aimer. S'agrippant solidement au bord du pupitre et dévisageant de ses petits yeux la foule, Lénine attendait, sans s'intéresser visiblement aux ovations incessantes qui durèrent plusieurs minutes. Quand la manifestation fut terminée, il dit simplement: « Maintenant nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste ».

J. MAURNADE.

N.B. — Nous n'avons voulu rapporter dans cet article que les événements jusqu'à la prise du Palais d'Hiver afin de ne pas décourager l'exposé. Des questions importantes traitées par notre camarade Trotsky dans son ouvrage: *la paysannerie et l'insurrection, la question nationale, le rôle de Lénine et des bolchéviks* seront examinées ultérieurement en même temps que nous rapporterons ses conclusions.

REGION PARISIENNE

NOTRE NOUVELLE ADRESSE

Prière à tous nos amis de prendre note de notre nouvelle adresse : LA VERITE, 8, rue Legouvé (10°) Permanence tous les soirs de 18 à 20 h. 30

Programme d'Action. — Notre projet de programme d'action a été adressé à tous les groupes la semaine dernière. Les camarades doivent nous faire parvenir au plus tôt leurs remarques, car nous devons rapidement le publier.

COMITE DE REDACTION

Réunion le Samedi à 18 heures, au local. Tout le monde doit être présent.

Le meeting dans le 20e arrondissement

Malgré la préparation matérielle défectueuse, une centaine de camarades, en majorité socialistes, avait répondu, vendredi dernier, à l'appel de notre groupe local et se réunissait à la salle Bayle. Le camarade Naville, après avoir rappelé brièvement les conséquences du 6 février, insiste et c'est là l'essentiel de son intervention, sur le problème du pouvoir, considérant l'attitude du P.C. et du P.S. après le 12 février, il développe d'une part la nécessité pour le prolétariat de conquérir le pouvoir, par des voies strictement révolutionnaires; d'imposer sa dictature.

Un des moyens est l'alliance ouvrière. C'est le front unique des organisations, s'étendant de plus en plus largement, considérant l'attitude du P.C. idéologique de la classe ouvrière. Front unique basé sur des motifs d'ordre concrets, d'une importance au début : vente des journaux en commun, puis se développant jusqu'à devenir le lien politique du prolétariat tout entier. C'est alors que s'affirmera la lutte pour la conquête de la confiance du prolétariat et il mènera à l'insurrection armée.

Cours Marxistes

Le Groupe du 19-20 de la Ligue Communiste invite ses sympathisants à prendre part au Cours Marxiste qu'il organise le vendredi, au Café « La Joconde », 273, rue des Pyrénées, métro Gambetta. Le prochain Cours aura lieu le Vendredi 11 Juin et portera sur : Les différentes formes de l'Etat.

Comité de vigilance du 15e

Dans sa dernière réunion, le Comité de vigilance du 15e a décidé, à la majorité, d'admettre le comité radical-socialiste du quartier Necker. Ont voté contre la section socialiste et le groupe de Ligue communiste, ainsi que leurs jeunes légalistes.

Il est clair, que si une faute politique n'était pas à commettre, c'était bien celle qui vient d'être commise par la majorité du Comité du 15e. A une période de lutte contre les décrets-lois on accepte dans un comité qui se propose de mener cette lutte, une fraction d'un parti, qui au pouvoir, applique ces décrets-lois et affaiblit la classe ouvrière. Seul le parti radical peut tirer un bénéfice, de la décision du comité qui vient de favoriser sa politique du double jeu. Ça signifie, tromper la classe ouvrière et freiner la lutte antifasciste. Nous mettons au pied du mur le Comité pour savoir s'il entend être à la remorque des partis bourgeois, ou pour l'unité d'action prolétarienne.

La C.G.T. dans le 18e

Une campagne de propagande destinée à jeter les bases d'un organisme syndical local (correspondant aux Comités Internationaux) qui vient de commencer au 18e arrondissement, rue Tétarique. Le rapporteur était Guigou, qui a jura les C.G.T., c'est-à-dire très réformiste, qui fut écouté dans le silence par les 300 auditeurs présents. Un point brûlant devint l'axe de la chaude discussion qui suivit : l'organisme cégétiste local adhérerait-il au comité de vigilance du 18e, ou bien au pseudo-comité pour la « Liberté » sociale, fondé tout récemment par Bergin ? De nombreux camarades intervinrent pour rappeler opportunément que le gouvernement Doumergue-Marguet avait fait interdire quelques jours plus tôt une réunion contre les décrets-lois qui devait se tenir à la Bourse du Travail. Guigou, de la 18e S.F.I.O., protesta énergiquement contre l'envoi de la délégation de l'Union des Syndicats de la Seine au Comité Perrin.

Guigou, en répondant, crut devoir se tirer de ce mauvais pas en renouvelant le geste de Salomon : le « groupe de propagande » du 18e adhérerait aux deux Comités ! L'effervescence grandit à la base dans la C.G.T., bon signe. Pour contourner leurs adhérents on leur donne quelques centimes. N'a-t-on pas appelé au volontariat pour former un « groupe de défense antifasciste » du 18e arrondissement ?

Dans le Comité de Vigilance du 18e

Le meeting du Moulin de la Galette (23 Mai) n'était pas un but mais un moyen; il devait servir à faire savoir que, sur la base du 18e arrondissement, un accord de lutte avait été passé entre 11 organisations différentes et à opérer de ce fait un rassemblement autour de cette réalisation de front unique. Le résultat obtenu, reste maintenant à réaliser notre charte de front unique, point par point, et, pour commencer, à organiser la lutte antifasciste dans l'arrondissement par tous les moyens. Des décisions ont été prises à ce sujet qui si elles sont exécutées seront un exemple à imiter par les autres comités.

Le délégué de la Ligue, lors de la dernière réunion de comité, a préconisé des réunions de quartiers et d'usine, dans le but d'amener de nouvelles couches de la population ouvrière du 18e à la lutte effective contre le fascisme et ses bandes. Egalement, il a demandé que le Comité lance l'idée d'un Congrès prochain des comités de vigilance de la région nord de Paris (17e, 18e, 19e, St-Quen, St-Denis), afin d'opérer une liaison entre comités et de mieux « frapper ensemble ». Ces propositions ont été prises en considération, mais le comité de vigilance du 18e ne s'est pas prononcé nettement sur elles, de sorte qu'elles restent posées. Il faudra bien qu'on résolve ces deux questions puisqu'elles sont étroitement liées au brûlant problème des milices ouvrières. Il doit répondre aux propositions faites au Cirque d'Hiver (de fusionner, partout où cela existe, les 2 co-

DANS LES REGIONS

Nord

Pas-de-Calais

Pour un Comité d'Alliance Ouvrière

Depuis les événements de Février qui suscitérent un réveil dans la classe ouvrière, et qui surtout contribuèrent à animer les travailleurs d'un esprit d'unité de lutte, un peu partout des comités de vigilance, ont commencé à se constituer.

Le Meeting du Moulin de la Galette

Douze cents travailleurs avaient répondu à l'appel des douze organisations composant le comité de vigilance de la 18e section socialiste. C'était la première manifestation publique du comité de vigilance. Les staliniens et le comité Amsterdam-Pleyel, qui ont refusé jusqu'à ce jour de se joindre aux autres organisations, ont envoyé des orateurs qui, sous les attaques volontairement brutales habituelles, appelèrent au front unique et à la lutte contre le fascisme. Les discours des orateurs socialistes et pacifistes furent plutôt vagues.

Chers Camarades

Les événements de Février ont démontré que, d'une part, les fascistes commencent à s'organiser et à devenir dangereux (Région Parisienne) et que, d'autre part, le cours de ces événements mêmes, le prolétariat reprenant confiance dans ses propres forces.

Comité Antifasciste des Jeunes du 11e

Notre comité devait tenir une réunion publique pour la constitution d'une jeune garde antifasciste, le Mercredi 23 Mai, les affiches étaient posées, la salle retenue. Mais au dernier moment, un quart d'heure avant l'ouverture de la réunion, le patron de la salle nous a annoncé que la police interdirait notre meeting.

Les Fascistes sévèrement corrigés

Depuis quelques temps les fascistes manifestent une grande activité; on les voyait sortir en uniforme, diffuser en groupe leur presse, provoquer sèchement les camarades antifascistes. Ces agissements nous avaient été tolérés plus longtemps par la population ouvrière de Lille, une leçon était nécessaire à nos trublions fascistes.

VAUCLUSE

A quand le front unique réel

Le 13 Mai, le Comité Départemental contre la guerre et le fascisme (Amsterdam-Pleyel) tenait le Congrès : Préparation du Rassemblement National des 20-21 Mai. Néanmoins un sérieux débat eut lieu après le rapport du secrétaire départemental. Les délégués du Comité antifasciste de Chateauroux, qui grouper plusieurs centaines d'adhérents, dirent pourquoi leur comité ne peut et ne veut adhérer à Pleyel.

Bravo les Jeunes

Depuis quelques jours l'effervescence grandit aux alentours de la Grande Place, des bagarres éclatent entre les Ing. et les fascistes, en effet, les J.P. émettent la proposition de vendre leur sale canard, en uniforme fasciste. Cela ne pouvait être

Nord

Pas-de-Calais

Pour un Comité d'Alliance Ouvrière

Depuis les événements de Février qui suscitérent un réveil dans la classe ouvrière, et qui surtout contribuèrent à animer les travailleurs d'un esprit d'unité de lutte, un peu partout des comités de vigilance, ont commencé à se constituer.

Le Meeting du Moulin de la Galette

Douze cents travailleurs avaient répondu à l'appel des douze organisations composant le comité de vigilance de la 18e section socialiste. C'était la première manifestation publique du comité de vigilance. Les staliniens et le comité Amsterdam-Pleyel, qui ont refusé jusqu'à ce jour de se joindre aux autres organisations, ont envoyé des orateurs qui, sous les attaques volontairement brutales habituelles, appelèrent au front unique et à la lutte contre le fascisme. Les discours des orateurs socialistes et pacifistes furent plutôt vagues.

Chers Camarades

Les événements de Février ont démontré que, d'une part, les fascistes commencent à s'organiser et à devenir dangereux (Région Parisienne) et que, d'autre part, le cours de ces événements mêmes, le prolétariat reprenant confiance dans ses propres forces.

Comité Antifasciste des Jeunes du 11e

Notre comité devait tenir une réunion publique pour la constitution d'une jeune garde antifasciste, le Mercredi 23 Mai, les affiches étaient posées, la salle retenue. Mais au dernier moment, un quart d'heure avant l'ouverture de la réunion, le patron de la salle nous a annoncé que la police interdirait notre meeting.

Les Fascistes sévèrement corrigés

Depuis quelques temps les fascistes manifestent une grande activité; on les voyait sortir en uniforme, diffuser en groupe leur presse, provoquer sèchement les camarades antifascistes. Ces agissements nous avaient été tolérés plus longtemps par la population ouvrière de Lille, une leçon était nécessaire à nos trublions fascistes.

VAUCLUSE

A quand le front unique réel

Le 13 Mai, le Comité Départemental contre la guerre et le fascisme (Amsterdam-Pleyel) tenait le Congrès : Préparation du Rassemblement National des 20-21 Mai. Néanmoins un sérieux débat eut lieu après le rapport du secrétaire départemental. Les délégués du Comité antifasciste de Chateauroux, qui grouper plusieurs centaines d'adhérents, dirent pourquoi leur comité ne peut et ne veut adhérer à Pleyel.

Bravo les Jeunes

Depuis quelques jours l'effervescence grandit aux alentours de la Grande Place, des bagarres éclatent entre les Ing. et les fascistes, en effet, les J.P. émettent la proposition de vendre leur sale canard, en uniforme fasciste. Cela ne pouvait être

SEINE-INFÉRIEURE

ROUEN

Au Comité d'Entente

Nous publions ci-dessous la résolution du Comité d'Entente de Rouen, qui fut présentée au Cirque d'Hiver. Elle vient grossir les rangs de ceux qui repoussent l'Amsterdamianisme, et veulent organiser une véritable Alliance Ouvrière.

ALPES-MARITIMES

Dans les P.T.T.

Dans un premier communiqué (21-4) le Comité d'action commune des fonctionnaires de Cannes, a informé la population, des incidents consécutifs à la grève de protestation contre les décrets-lois.

DORDOGNE

A propos d'un Front unique

Il y a quelque temps l'Humanité a annoncé des poursuites ouvertes contre 7 militants de Périgueux, dont Perrin, secrétaire régional du P.C., Lacombe, secrétaire de l'Union locale des syndicats unitaires; Bertrand, secrétaire des Syndicats confédérés; Rouland, secrétaire du S.R.I.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD

du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

COIFFEUR. Maison Daniel, 9, rue Esquirol, Paris (15°).

CYCLES. Cycles Innovation, 145 Faubourg St-Denis.

HAUTE-COUTURE - CONFECTION

"La femme sans tête"

3bis, rue Louis Braille, 12° Métro Daumesnil et Bal Air Réduction de 5% aux lecteurs de la "Vérité"

HOTELS. Raoul, 46, r. Nationale (ch. claires, pr. modérés) (13°).

RESTAURANTS. Restaurant Végétarien 5, r. des Filles St-Thomas. Prix des repas : 4,50 et 6,50 sans pourboire.

Foyer Végétarien, 40, r. Mathis, (19°) Repas à 4 et 5 francs sans pourboire.

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris

P.